

# DÉMOCRATIE ET ANARCHISME...

*Pensiero e Volontà* - 15 mars 1924

-----

Les gouvernements dictatoriaux qui sévissent en Italie, en Espagne, en Russie et qui suscitent l'envie et le désir des fractions les plus réactionnaires et les plus craintives des différents pays, sont en train de refaire une nouvelle virginité à la «*démocratie*» qui est à bout de souffle. C'est pourquoi nous voyons de vieux politicards retors rompus à l'art sinistre de la politique et responsables des répressions et des massacres des travailleurs se présenter malgré tout, quand ils en ont le courage, comme des hommes de progrès et chercher à accaparer le proche avenir au nom de l'idée libérale. Et ils pourraient bien y arriver, étant donné la situation.

Les partisans de la dictature ont beau jeu de critiquer la démocratie et de souligner tous ses vices et ses mensonges. Cela me rappelle Herman Sandomirsky, l'anarchiste bolchévisant avec qui nous avons eu des contacts aigres-doux à l'époque de la *Conférence de Gênes* et qui cherche maintenant à concilier Lénine et Bakounine, rien que ça! Afin de défendre le régime russe, il sortait tout son Kropotkine pour démontrer que la démocratie n'est pas le meilleur des systèmes sociaux possibles. Comme il est russe, sa façon de raisonner me remettait en mémoire un raisonnement semblable de certains de ses compatriotes, et je crois le lui avoir dit: en réponse à l'indignation du monde civilisé devant le tzar qui faisait déshabiller, fouetter et pendre les femmes, ils soutenaient l'égalité des droits, et donc des responsabilités, entre les hommes et les femmes. Ces fournisseurs de prisons et de potence ne se souvenaient des droits de la femme que quand ils pouvaient servir de prétexte à de nouvelles infamies! De même, les partisans de la dictature ne se montrent adversaires des gouvernements démocratiques que lorsqu'ils découvrent qu'il existe une forme de gouvernement qui laisse encore plus de champ libre aux abus de pouvoir et à la tyrannie de ceux qui réussissent à s'emparer du pouvoir.

Il ne fait pour moi aucun doute que la pire des démocraties est toujours préférable à la meilleure des dictatures, ne serait-ce que d'un point de vue éducatif. Certes, la démocratie - le prétendu gouvernement du peuple - est un mensonge mais le mensonge ligote toujours un peu le menteur et limite son bon plaisir. Certes, le «*peuple souverain*» est un souverain de théâtre, un esclave avec une couronne et un sceptre de carton-pâte; mais se croire libre, même si on ne l'est pas, vaut toujours mieux que de se savoir esclave et d'accepter l'esclavage comme quelque chose de juste et d'inévitable.

La démocratie est un mensonge, c'est une oppression; c'est une oligarchie en réalité, c'est-à-dire le gouvernement d'un petit nombre au profit d'une classe privilégiée. Nous pouvons la combattre, nous, au nom de la liberté et de l'égalité, mais pas ceux qui l'ont remplacée ou qui veulent la remplacer par quelque chose de pire.

Nous ne sommes pas pour la démocratie, entre autres raisons parce que, tôt ou tard, elle mène à la guerre et à la dictature; pas plus que nous ne sommes pour la dictature, entre autre parce que la dictature fait désirer la démocratie, en provoque le retour et tend ainsi à perpétuer cette oscillation de la société humaine entre une franche et brutale tyrannie et une prétendue liberté fausse et mensongère.

Donc: guerre à la dictature et guerre à la démocratie.

Mais pour les remplacer par quoi?

Les démocrates ne sont pas tous comme ceux que nous avons évoqués jusqu'à présent, c'est-à-dire hy-

pocrates et plus ou moins conscients de ce que, au nom du peuple, ils veulent dominer le peuple, l'exploiter et l'opprimer.

Il y en a beaucoup, en particulier parmi les jeunes républicains, qui croient pour de bon à la démocratie et qui y aspirent parce qu'ils voient en elle le moyen de garantir à tous la liberté de se développer pleinement et totalement. Ce sont ces jeunes que nous voudrions détromper et amener à ne pas confondre ce qui est une abstraction, le «peuple», et ce qui est la réalité vivante, autrement dit des hommes avec tous leurs besoins qui sont variés, leurs passions diverses, leurs aspirations diverses et souvent opposées.

Nous n'allons pas refaire ici la critique du système parlementaire ni la critique de tous les moyens qui ont été imaginés pour obtenir des députés représentant vraiment la volonté des électeurs - critique qui, après cinquante ans de propagande anarchiste est finalement acceptée et reprise par les écrivains qui affectent le plus de mépris pour nos idées (voir par exemple *La Scienza Politica* du sénateur Gaetano Mosca).

Nous nous bornerons à inviter nos jeunes amis à utiliser un langage plus précis, convaincus comme nous le sommes que, s'ils vont au fond des choses, ils verront eux-mêmes comme toutes ces phrases sont creuses.

«Gouvernement du peuple», non, parce que cela supposerait ce qui n'arrive jamais, à savoir l'unanimité des volontés de tous les individus qui composent le peuple.

On se rapprochera donc davantage de la vérité en parlant de «Gouvernement de la majorité du peuple». C'est déjà annoncer une minorité qui devra se révolter ou se soumettre à la volonté d'autrui.

Mais que ceux que la majorité du peuple a délégués au pouvoir soient tous du même avis sur tous les problèmes, cela n'arrive jamais. Il faut donc recourir à nouveau au système de la majorité et c'est pourquoi nous nous rapprocherions encore un peu plus de la vérité en parlant de «Gouvernement de la majorité des élus à la majorité des électeurs».

Ce qui commence vraiment à ressembler fortement à un gouvernement de minorité.

Enfin, si on considère la façon dont les élections se font, la façon dont les partis politiques et les groupes parlementaires se forment, la façon dont les lois sont élaborées, votées et appliquées, on comprend sans peine ce que l'expérience universelle a démontré, à savoir que même dans la plus démocratique des démocraties, c'est toujours une petite minorité qui domine et qui impose par la force sa volonté et ses intérêts.

Et donc vouloir réellement le «gouvernement du peuple» en ce sens que chacun puisse faire valoir sa propre volonté, ses propres idées, ses propres besoins, c'est faire en sorte que personne, majorité ou minorité, ne puisse dominer les autres; autrement dit, c'est vouloir nécessairement l'abolition du gouvernement, c'est-à-dire de toute organisation coercitive, pour lui substituer la libre organisation de ceux qui ont des intérêts et des buts communs.

Ce serait extrêmement simple si chaque groupe ou chaque individu pouvait s'isoler et vivre par lui-même, à sa façon, en prenant lui-même en charge, indépendamment des autres, tous ses besoins matériels et moraux.

Mais c'est impossible; et même si c'était possible, ce ne serait pas souhaitable parce que cela signifierait la déchéance de l'humanité qui tomberait dans la barbarie ou à l'état de sauvage.

Il faut donc que, tout en étant décidé à défendre sa propre autonomie, sa propre liberté, chacun - individu ou groupe - comprenne les liens de solidarité qui l'unissent à toute l'humanité et que son sens de la sympathie et de l'amour pour ses semblables soit assez développé pour qu'il sache s'imposer volontairement tous les sacrifices nécessaires pour une vie sociale qui garantisse à tous les plus grands avantages possibles à un moment donné.

Mais il faut avant tout rendre impossible que, par la force matérielle, un petit nombre ne domine la masse - d'où provient du reste cette force matérielle qui sert à la dominer.

Abolissons le gendarme, c'est-à-dire l'homme armé au service du despote et on arrivera au libre accord d'une façon ou d'une autre, parce que sans accord, libre ou forcé, il n'est pas possible de vivre.

Cependant, même le libre accord sera toujours à l'avantage de ceux qui seront le mieux préparés, intellectuellement et techniquement; et c'est pourquoi nous recommandons à nos amis et à ceux qui veulent vraiment le bien de tous d'étudier les problèmes les plus urgents qui exigeront une solution pratique le jour même où le peuple aura secoué le joug qui l'opprime.

**Errico MALATESTA.**

-----